

que je ne leur suis pas antipathique. Au cours des treize dernières années, je n'ai jamais laissé passer une occasion d'exposer leurs vues de mon mieux aux gens de ma province et je leur déclare: N'allez pas croire ce que tant de journaux des deux partis prétendent, que tout Québec est tellement protectionniste qu'il ne saurait consentir aucune concession à l'Ouest. Parce qu'ils sont britanniques, les gens de Québec sont aussi pratiques que les gens de l'Ouest ou de n'importe quelle autre province, et nous sommes prêts à faire des concessions à l'Ouest, n'en déplaise à lord Atholstan et à la banque de Montréal ou à d'autres grosses corporations. Il y a une foule de mangeurs de soupe aux pois dans les villages et les campagnes de Québec et une grande partie des bons ouvriers de la ville de Montréal qui sont prêts à soutenir les gens de l'Ouest quand ceux-ci exposeront franchement leurs griefs et réclameront justice. Et nombreux sont encore ceux qui n'hésiteront pas à répondre à l'appel de la Nouvelle-Ecosse, pour que cette région, où la première Chambre législative de l'Amérique britannique septentrionale a fonctionné, cette petite province qui a donné au Canada tant de son intelligence, de son cœur et de si belles traditions, ne soit pas laissée de côté, pour qu'on ne la laisse pas périliter sans cesse au point de vue économique tout bonnement parce que quelques industriels de Montréal, de Québec ou de Toronto ou d'Hamilton désirent, au fond de leurs grands cœurs, s'assurer le monopole de toute la production des industries, lesquelles peuvent être établies ou maintenues aussi bien dans la Nouvelle-Ecosse que dans Québec ou l'Ontario.

Mais je désire, sans tarder, jouer cartes sur table; car, si je ne me trompe, l'enjeu en vaut la peine. Si les députés des parties très éloignées du Canada veulent s'assurer la sympathie active de Québec pour obtenir ce qu'ils croient juste, je ne leur dis pas de nous aider aveuglément à sauver ce qui nous est plus cher que des automobiles, des pêcheries ou des fabriques; mais qu'ils nous écoutent, au moins, quand nous leur expliquons ce que nous croyons être notre devoir envers le pays et notre devoir envers l'empire, et quand nous leur affirmons que la sauvegarde de la langue de nos enfants chez les diverses minorités franco-canadiennes réparties entre plusieurs des provinces anglaises, nous est plus chère que n'importe quel côté économique de la situation nationale. Car en ce faisant nous ne nous contentons pas de jouir de ce qui n'est qu'un droit naturel, mais nous faisons, comme sujets britanniques libres, le plus grand effort que nous, Canadiens français, puissions faire pour préserver la

nation contre la pénétration américaine. C'est le moyen le plus efficace que nous ayons de préserver notre population contre l'envahissement des idées et des aspirations américaines par l'organe des publications ou soi-disant publications américaines. Combien de publications anglaises nos enfants lisent-ils? Tout ce qui se lit en fait d'anglais, en Canada, n'égale pas seulement un numéro de certains de ces journaux jaunes des Etats-Unis qui chaque jour ou chaque semaine sont répandus dans tout le Canada et font plus pour dénationaliser d'esprit et de cœur notre population que ne saurait le faire le maintien de la langue française, depuis cent cinquante ans un des remparts des institutions britanniques en Canada.

De même, dans les questions d'ordre impérial, qu'il soit bien compris qu'en fait de fidélité envers la couronne britannique, nous ne le cédon à personne en ce pays. Mais nous sommes aussi loyaux envers le Canada. Et à mes amis de l'autre côté, je dirai ceci: s'il est un groupe qui garde dans son cœur les grandes traditions de nationalisme telles qu'elles ont été créées, définies, développées et adoptées par notre constitution, sous l'influence d'hommes comme Macdonald, Cartier et Tupper, on le trouve dans la province de Québec. Nous sommes britanniques, mais nous ne sommes pas impérialistes; nous sommes Canadiens avant d'être anglais ou français. Nous ne sommes pas plus disposés à combattre pour la France que pour l'Angleterre, à moins d'y être contraints par les intérêts canadiens. D'autres occasions d'exposer ces vues se présenteront peut-être. Je ne fais que les énoncer brièvement et les étayer sur des arguments empruntés à l'histoire canadienne, et je me borne à dire, pour le moment, que par un tel échange de vues à la Chambre, nous acquerrons tous une plus claire compréhension des problèmes du Canada: problèmes agricoles, problèmes du travail, problèmes du capital, problèmes de politique intérieure ou extérieure. Ce n'est pas en nous enveloppant dans un voile de mystère que nous réglerons ces problèmes. Mettons généreusement le public canadien éclairé et intelligent dans notre confiance; ouvrons nos esprits et nos cœurs dans cette enceinte et, par l'intermédiaire de la presse, au peuple entier. Et si, en ce faisant, nous amenons les divers groupes et les divers éléments à se mieux comprendre, la question de représentation se règlera vite.

Comme de raison, je conviens qu'il nous faut découvrir immédiatement quelque moyen de gouverner le pays, et c'est pour ce motif, monsieur l'Orateur, parce que je crois qu'il existe une chose bien supérieure à cette petite querelle de partis et à ce conflit d'opinions